



Vérifier au prononcé

DECLARATION DE S.E.M MOHAMED SIAD DOULAEH

MISSION PERMANENTE DE LA REPUBLIQUE DE DJIBOUTI A L'OCCASION DE LA SESSION SPECIALE DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE.

GENEVE

20 JANVIER 2014

Monsieur le Président,

Djibouti souscrit pleinement à la déclaration faite par l’Ethiopie au nom du Groupe Africain ainsi que celle prononcée par le Groupe au nom de l’Organisation Internationale de la Francophonie.

Djibouti exprime sa vive préoccupation face à la détérioration rapide et tragique de la situation des droits de l’Homme en Centrafrique où les affrontements sanglants de ces dernières semaines ont généré la nuit et le chaos.

Nous sommes particulièrement alarmés par la violence extrême, les pillages, les actes de représailles entraînant des tensions inter et intra communautaires, les attaques ciblées visant certaines catégories de la population sur la base de l’appartenance confessionnelle.

Cette situation sécuritaire volatile a causé le déplacement de plus d’un million de personnes et placé plus de deux millions dans une situation de crise alimentaire aigüe.

Cette session spéciale est une réponse opportune au schéma persistant de violations massives des droits de l’homme dans le pays et doit permettre d’identifier de manière concertée des solutions concrètes sur la base d’efforts des pays de la région, de l’Union Africaine et de la société civile.

A cet égard, Djibouti se félicite de l’adoption de la résolution 21/27 au Conseil de sécurité et s’associe à la satisfaction exprimée par les Chefs d’Etats et de Gouvernements des pays de la CEEAC quant à la coopération entre l’Union Africaine et la CEEAC dans la mise en place de la MISCA.

Nous lançons un appel pressant à la communauté internationale afin qu’elle mette en place un programme robuste d’assistance économique, qui mette au cœur de son action la réduction de la pauvreté, la réhabilitation des infrastructures, l’inclusion sociale et le développement humain.

Cette assistance est absolument vitale pour un pays placé, en raison d’une histoire tumultueuse et de multiples crises militaro-socio-politiques dans un état d’extrême pauvreté, de violence et d’instabilité politique.

S’agissant des nouvelles autorités de transition et aux centrafricains dans leur ensemble, nous voudrions les exhorter fraternellement à travailler main dans la main à la redéfinition des bases d’un vivre-ensemble qui puise dans le génie et les ressources propres du peuple centrafricain

Le corps-à-corps volontariste, autodestructeur qui oppose les centrafricains aux centrafricains et la violence destructurant doivent céder à une réelle volonté d’instaurer un dialogue politique inclusif et l’amorce d’une réconciliation durable.

Merci Monsieur le Président,